



COMMUNIQUE DE PRESSE

« Réforme de l'Etat » : disparition de la Jeunesse et des Sports

Les organisations syndicales représentatives des personnels de la Jeunesse et des Sports UNSA-Éducation, FSU, FO, CGT, SGEN-CFDT ont pris connaissance d'un projet de circulaire du Premier Ministre, en date du 21 novembre 2003 qui prévoit l'intégration des Directions Régionales et Départementales de la Jeunesse et des Sports dans les préfectures .

Cette mesure est en pleine contradiction avec les discours officiels ayant amené à la création de l'organisation ministérielle actuelle. Elle remet en cause l'existence du département ministériel de plein exercice consacré aux sports avec son réseau de services déconcentrés de proximité. Elle remet en cause l'action éducative déconcentrée de la Direction de la Jeunesse qui dépend du ministère de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche.

Les milliers de personnels de la jeunesse et des sports sont abasourdis par un projet politique et technocratique qui leur dénie tout débat véritable et n'offre aucune perspective de concertation préalable. Avec leurs syndicats, l'ensemble des salariés de la Jeunesse et des Sports refusent ce projet qui consacre la disparition d'un service public principalement caractérisé par ses missions d'éducation et de formation.

Ils revendiquent :

- **le maintien et le développement des missions nationales éducatives et techniques dans les domaines du sport, de la jeunesse et de la vie associative ;**
- **le maintien des emplois, des corps et statuts particuliers des fonctionnaires de l'Etat pour remplir ces missions ;**
- **le maintien des Directions Régionales et Départementales de la Jeunesse et des Sports de chef-lieu de région, de l'ensemble des services déconcentrés et de tous les établissements publics ;**
- **la garantie d'emploi pour les nombreux personnels non titulaires qui sont particulièrement exposés par les conséquences de ce projet.**

Les organisations syndicales de la jeunesse et des sports UNSA Education, FSU, FO, CGT, SGEN-CFDT appellent l'ensemble des personnels à s'opposer à la disparition programmée des services et établissements du Ministère des Sports et de la Direction de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative.

Elles appellent à une journée nationale d'action le 18 décembre 2003 avec en matinée des assemblées générales intersyndicales dans chaque service et établissement, suivies de délégations intersyndicales en préfecture.

Dés à présent elles font une demande conjointe d'audience au Premier Ministre.